

Questions orales

On m'informe que les réfugiés ont reçu des kilos de nourriture, des semences et des outillages agricoles avant de quitter, que l'infrastructure demeure intacte et que notre ambassadeur doit rencontrer le haut fonctionnaire qui a fait la visite dès son retour, pour pouvoir échanger, et je donne l'assurance de la surveillance que nous assurerons de très près puisque nous sommes responsables nous aussi.

[Traduction]

ON DEMANDE QUE DES FONCTIONNAIRES FASSENT UNE VISITE D'INSPECTION

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je dirai très respectueusement au ministre que cela est tout simplement inacceptable.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Je trouve incroyable que le président du Conseil du Trésor se permette de rire d'un sujet aussi grave. S'il trouve drôle la situation en Éthiopie, il n'est certes pas normal.

Ma question supplémentaire s'adresse à la ministre des Relations extérieures. Celle-ci voudrait-elle demander à nos fonctionnaires en Éthiopie d'entreprendre eux-mêmes une visite de la région plutôt que de compter sur les oui-dire, et de voir par eux-mêmes quelles mesures directes notre pays pourrait prendre pour alléger une misère que d'autres observateurs internationaux et non gouvernementaux ont dit telle qu'elle risque de faire périr des milliers de personnes si cette marche se poursuit?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je pense qu'un élément très positif dans la situation actuelle, c'est qu'il pleuve en Éthiopie. Depuis des mois nous attendons la pluie, enfin elle arrive. Nous avons l'intention de poursuivre l'engagement qui est fait en Éthiopie auprès des victimes, des aides seront acheminées. Nos organismes non gouvernementaux feront la surveillance et assureront la distribution des formes d'aide que nous acheminerons, et notre ambassadeur, je le répète, en notre nom, suit de très près et surveille la situation qui existe actuellement.

* * *

[Traduction]

LA PROSTITUTION

LES ENFANTS PROSTITUÉS—LES RECOMMANDATIONS DES COMMISSIONS

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. En août dernier, la Commission Badgley a présenté un rapport détaillé qui démontrait très clairement qu'un nombre alarmant de jeunes

étaient victimes d'abus sexuels qui souvent les menaient vers la prostitution.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'accepter les recommandations unanimes du comité de la Justice, de la Commission Badgley et de la Commission Fraser qui exhortent le gouvernement à prendre des mesures économiques et sociales pour lutter contre la prostitution chez les jeunes? Plus particulièrement, pourquoi n'a-t-il pas renforcé les sanctions contre les clients des enfants prostitués au lieu de se contenter du projet de loi que le ministre a présenté hier qui va les enfoncer davantage dans la criminalité et la violence et les rendre plus dépendants des proxénètes?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas rejeté la moindre recommandation du rapport Badgley ou du rapport Fraser. Il examine ces nombreuses recommandations complexes au palier inter-ministériel et avec les provinces qui ont un rôle à jouer à l'égard de ces graves problèmes sociaux, à pratiquement tous les niveaux. Je m'attends à ce que nous ayons toute une série de suggestions législatives qui seront présentées à la Chambre l'automne prochain. Nous agissons.

Hier, nous avons appliqué l'une des nombreuses recommandations du rapport du comité Fraser. Selon cette recommandation, en ce qui concerne le racolage, le citoyen a le droit d'exiger de la loi qu'elle tienne compte de ses revendications et lui garantis une protection qui puisse être vraiment appliquée. Nous avons présenté à la Chambre une loi concernant le racolage qui pourra être réellement appliquée afin que les rues du Canada puissent être remises au service des citoyens et surveillées par la police comme elles doivent l'être.

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION BADGLEY

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, de toute évidence, le ministre répond à cette question comme à bien d'autres en essayant de louvoyer d'un trottoir à l'autre.

Des voix: Oh, oh!

M. Robinson: Il n'y a rien dans cette mesure au sujet de la prostitution chez les jeunes.

Comme le gouvernement a étudié les recommandations de la Commission Badgley pendant plus de huit mois sans donner suite à une seule d'entre elles, combien de temps allons-nous devoir attendre avant qu'il n'applique ces recommandations? Le ministre peut-il au moins nous assurer ainsi qu'aux Canadiens qu'il va y donner suite au moins avant l'ajournement d'été?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, le député sollicite une réponse.

Des voix: Oh, oh!